

Contre la précarisation de nos vies, Unité !

le journal

n°3

mars 2006

Solidaires

Union
Syndicale

rhône

unis contre la précarisation ■ débat : maintenant !
étudiants en lutte ■ tous les syndicats solidaires

Les nouvelles lois, CNE, CPE et la directive Bolkenstein au plan européen, visent au démantèlement du code du travail- les fameuses rigidités - ; elles visent à assouplir le marché du travail pour permettre aux actionnaires d'en tirer le maximum. Sans vergogne, Villepin, prétend lutter contre la précarité en soignant le mal par le mal. Alors qu'en définitive il s'agit de réduire le coût du travail et se faisant de valoriser les cours de la bourse.

Réduire le salarié à l'état d'objet qui ne vaut que tant que son être est source de bénéfice. Dès que le taux de rentabilité baisse il est envoyé à la casse ; c'est contre cette logique capitaliste que tous les salariés doivent s'unir et se mobiliser.

Pour arriver à ses fins, Villepin invite les partenaires sociaux à discuter des aménagements pour rendre le CPE présentable. Sans doute il ne manquera pas de postulants pour participer à ce spectacle qui nous sera donné en pâture par les médias comme étant le « spectacle de la lutte de classe ». Spectacle auquel nous devrions souscrire pour être représentatifs ?

Non, nous avons autre chose à faire pour :

> **Reconquérir la dignité des personnes au travail et le droit au salaire qui va avec !**

> **Reconstruire un espace de débat interprofessionnel.**

> **Reconstruire l'unité des salariés aujourd'hui éclatée par les mesures multiples**

contre les vieux, contre les jeunes, contre les chômeurs ...

Débats-Alternatives :**Maintenant !**

**C'est dès maintenant qu'il faut construire une mobilisation sociale
POUR LE RETRAIT**

- > du **CONTRAT NOUVEL EMPLOI**
- > du **CONTRAT PREMIÈRE EMPLOI**
- > et au plan européen, de la directive **BOLKESTEIN**

Cette revendication doit trouver son écho dans la jeunesse et auprès de tous les salariés qu'ils soient chômeurs-euses, précaires, en CDI, retraité(e)s ou fonctionnaires.

Pour ce faire il nous faut :

> Poursuivre la dénonciation du démantèlement en cours du code du travail et de l'exploitation capitaliste renforcée et sans limites (licenciements pour convenance bourgeoise) qui sont rendus possibles par ces nouvelles lois antisociales :

NON à la précarisation généralisée de nos vies !

> Ouvrir le débat sur les moyens de la lutte, car c'est un enjeu pour l'autonomie et l'existence même du syndicalisme SOLIDAIRES que de dire que nous n'avons RIEN à attendre d'une « agitation politicienne » qui renverrait l'annulation de ces nouvelles lois à « des lendemains électoraux meilleurs ». Comme une espèce d'histoire déjà vue ou la mobilisation d'une journée « d'action » est pensée comme le prolongement d'une motion de censure, et les futures élections présidentielles comme le débouché d'un mouvement social défait.

**NON à la subordination du
syndicat au politique !**

L'histoire même des conquêtes sociales a toujours été le résultat d'une mobilisation de masse dans la grève et dans la rue. C'est toujours sous la pression que les politiques cèdent. Quels qu'ils soient ! La victoire du NON au dernier référendum en témoigne : sans mobilisation sociale « les démocrates » qui nous gouvernent nous méprisent, font comme si nous n'existions pas. Il nous faut donc mener aussi un combat idéologique, au sein du mouvement syndical lui-même, contre le défaitisme rampant qui consiste à maintenir les travailleurs à l'état de « veaux » que l'on conduit à l'abattage. Mais pour ce faire il nous faut aussi :

**Porter le débat politique
et construire l'alternative
sociale !**

**NI chômeurs, NI précaires,
NI CDI, NI fonctionnaires
Unité du public et du privé :
POUR UN SALAIRE UNIVERSEL**

Le salaire universel est un salaire payé par l'employeur. Il

est dit « universel » parce qu'il représente toute la valeur ajoutée produite présentement par le travail vivant.

> « Socialisé » : c'est un salaire, comme la retraite par répartition, et non une allocation : un présalaire forfaitaire égal au SMIC, devenu prestation sociale de base, jusqu'au premier emploi, puis un salaire à la qualification, sans pertes entre deux emplois, continué par une retraite comme post-salaire jusqu'à la mort.

> « la salarisation de l'investissement » sous forme de cotisation économique. Des caisses économiques pourraient être ce lieu de délibération des travailleurs : enfin la démocratie par laquelle les travailleurs décident des fins et des moyens de leur travail.

> Et dès maintenant, exigeons le plein rétablissement des cotisations patronales car l'exonération « des charges » c'est du salaire qu'on nous vole.

C'est dans cette lutte pour des droits nouveaux, au quotidien, que nous trouverons dans le syndicalisme des raisons d'espérer et de lutter pour l'émancipation de tous les travailleurs,

TOUS ENSEMBLE!

CD

ANPE :

Lettre à un directeur d'agence

Le 24 janvier 2006

Dès que quelqu'un comprend qu'il est contraire à sa dignité d'homme d'obéir à des lois injustes, aucune tyrannie ne peut l'asservir.
Gandhi

Le pointage mensuel physique obligatoire a été supprimé en 1984 parce que reconnu comme humiliant et contraire à la dignité. Nous vous demandons de vous opposer au retour de cet usage et, dans votre agence, à toute forme d'atteinte à la dignité.

Il n'y a pas d'emploi pour tous, or les demandeurs d'emploi sont contraints à la recherche forcée d'un emploi qui n'existe pas. Obliger quelqu'un à faire quelque chose d'impossible sous peine de sanction est un acte de violence envers des personnes en situation de vulnérabilité. Nous vous demandons la plus grande humanité et la plus grande transparence dans la pratique des contrôles et des sanctions contre les demandeurs d'emploi. Nous vous demandons l'application de la loi Informatique et Libertés qui autorise toute personne à « prendre connaissance de l'intégralité des données la concernant et en obtenir une copie ».

Le Code du Travail (Art L.311-7) donne mission à l'ANPE « d'intervenir sur le marché du travail en assistant les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel... ». Nous vous demandons de reconnaître à vos agents le droit de faire leur travail d'assistance et de conseil et de leur en donner les moyens. Nous vous demandons de privilégier la qualité du service rendu plutôt que la quantité de chiffres à produire, la relation humaine plutôt que la course aux primes de résultat, « Liberté Égalité Fraternité » plutôt que « Maréchal nous voilà ».

Nous vous demandons de privilégier de vrais « suivis » pour les demandeurs qui le souhaitent et en ont besoin, plutôt qu'une traque mensualisée pour tous. Nous voulons une ANPE respectueuse de la dignité humaine et des lois communes, mettant ses compétences sur le front de l'emploi au service du public, refusant de se soumettre aux calculs politiques d'une caste.

**Les demandeurs d'emploi
ne sont ni des statistiques ni une marchandise**

Les agents

ne sont ni des gestionnaires de stocks ni une police sociale.

**La grève d'agents
de l'ANPE et de l'ASSEDIC
a pour objet le retrait du
Suivi Mensuel Personnalisé
mis en place au 1er janvier
2006.**

Les étudiants en lutte :

Ceux qui gouvernent

« Il faut avoir vécu dans cet isolement qu'on appelle Assemblée nationale, pour concevoir comment les hommes qui ignorent le plus complètement l'état d'un pays sont presque toujours ceux qui le représentent » ainsi s'exprimait Proudhon au 19ème siècle, Ferré disait qu'avec le temps va tout s'en va, aujourd'hui il faudrait plutôt dire que l'Histoire ne se répète pas, elle bégaie.

Voilà quelques mois maintenant que la Jeunesse se mobilise comme jamais elle ne l'a fait depuis la mise en place de ce gouvernement.

Partout en France, assemblées générales, manifestations, actions « coup de poing » se font miroir d'une jeunesse qui rentre enfin dans le débat. « C'est aux jeunes et uniquement aux jeunes de décider de leur avenir et non pas à une gérontocratie, une assemblée déserte, un gouvernement, qui oublie assez vite que s'il est au pouvoir c'est parce qu'un certain Le Pen était au deuxième tour de la présidentielle » : disait un étudiant dans ces centaines de débats improvisés dans les couloirs d'une fac, qui n'en finit plus de trembler quand les étudiants s'en vont battre le pavé.

Alors que l'opinion publique est opposée au CPE, alors que salariés, chômeurs, jeunes, parents d'élèves etc..., se retrouvent par centaines de milliers dans la rue régulièrement depuis quelques mois, on se demande ce que fait le gouvernement ?

Quand le peuple exprime son mécontentement, ce gouvernement dégage l'article 49-3.

Quand la jeunesse se lève, les matraques se soulèvent. « Grippe précaire, les poulets confinés » disent certains. Quand les étudiants « bloquent » les universités, l'UMP « fait barrage » à l'assemblée.

C'est bien la preuve par (49)3, que le gouvernement et le patronat veulent nous imposer leur choix.

Dans les facs, au pied des arbres qui se font témoin d'un orage loin d'être passager, on se dit que le bulletin de vote qu'on a donné à l'UMP en 2002 pour sauver un pays du Fascisme, à été transformé en brique, qui depuis 4 ans érige une forteresse de libéralisme, de précarité, en somme un mur d'obscurantisme, de mépris de la jeunesse... Les plus philosophes d'entre

« Sur le plus beau trône du monde on est jamais assis que sur son cul. » (Montaigne)

nous disent que les murs ont des oreilles, quoi qu'il en soit, ils n'ont pas de bouche pour dialoguer.

C'est sûr que le contexte actuel

pousse les étudiants jour après jour à se mobiliser de plus en plus et au delà des convictions de chacun. Entendre nos parents avoir peur d'être virés pour être remplacés par un jeune embauché en CPE, les voir pleurer devant les sophismes de Villepin sur TF1, savoir que les CRS attendent les grévistes à chaque croisement d'un parcours de manif, qui ressemble de plus en plus à un chemin de croix...amène les travailleurs à s'identifier et finalement rejoindre le problème des jeunes.

Là où on doit sûrement remercier le gouvernement, c'est qu'il a réussi à instaurer une solidarité entre les générations, entre les futurs embauchés et les travailleurs. Quand bien même la droite se dit « assumée et décomplexée » on voit bien que les têtes de Villepin et Sarkozy dégonflent au fur et à mesure que les manifs gonflent, que la droite n'est plus « assumée » mais assommée. Le gouvernement a essayé de nous mettre une bonne droite et nous riposterons par KO social.

L'ensemble de la société civile le dit, les choses vont changer, ceux qui osaient parler au nom de tous les Français tremblent, nous avons une démocratie à défendre et des députés à virer ; **« Sur le plus beau trône du monde on est jamais assis que sur son cul. » (Montaigne)**

**A P
Sud Etudiant Lyon**

Syndicats adhérents à Solidaires Rhône :

SUD PTT RHÔNE AIN LOIRE > SUD RAIL > SUD SANTÉ SOCIAUX > SUD TRAVAIL > SUD PRÉVENTION SÉCURITÉ > SUD Sonacotra Rhône alpes > SUD AUTOROUTE > SUD COLLECTIVITÉS TERRITORIALES > SUD CAISSE D'ÉPARGNE > SUD ANPE > SUD RECHERCHE - SUD ELCO BRANDT > SUD ÉDUCATION RHÔNE > SUD ÉTUDIANT > SUD CULTURE > SUD FNAC > SUD IKEA > SUD CHIMIE > SUD EUREST - SUD Crédit Agricole Mutuel > SUD commerces et services Rhône-Alpes > SOLIDAIRES DOUANE > Syndicat national concurrence consommation et répression des fraudes > Syndicat national autonome de la banque de France > Syndicat national unifié des impôts > Syndicat national des journalistes

***pour nous
contacter***

Union syndicale Solidaires Rhône ■ 2 rue Chavanne 69001 Lyon
04 78 30 49 54 ■ 06 07 98 88 83 ■ sud.crc.rhone@wanadoo.fr
web : <http://solidairesrhone.free.fr>
permanences juridiques : ludovic.levy@club-internet.fr